ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973 — **IIme Circonscription de MARSEILLE**

Général DE GAULLE

1-4-42, à Londres : *"C'est une révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et ses privilégiés, a commencé d'accomplir... "*

14-7-43, à Alger : *"La République abolira toutes les coalitions d'intérêts et de privilèges. "*

3-11-43, à Alger : *"La France veut que cesse un régime économique dans lequel les grandes sources de la richesse nationale échappent à la Nation, où la conduite des entreprises exclut la participation des travailleurs."*

18-3-44, à Alger : *"La démocratie française doit être une démocratie sociale... dans un système économique tracé en vue de la mise en valeur des ressources nationales et non point au profit d'intérêts particuliers."*

12-9-44, à Paris : *"La France... doit faire en sorte que... les grandes sources de la richesse commune soient exploitées et dirigées non point pour le profit de quelques-uns, mais pour le profit de tous, que les coalitions d'intérêts soient abolies une fois pour toutes..."*

André MALRAUX

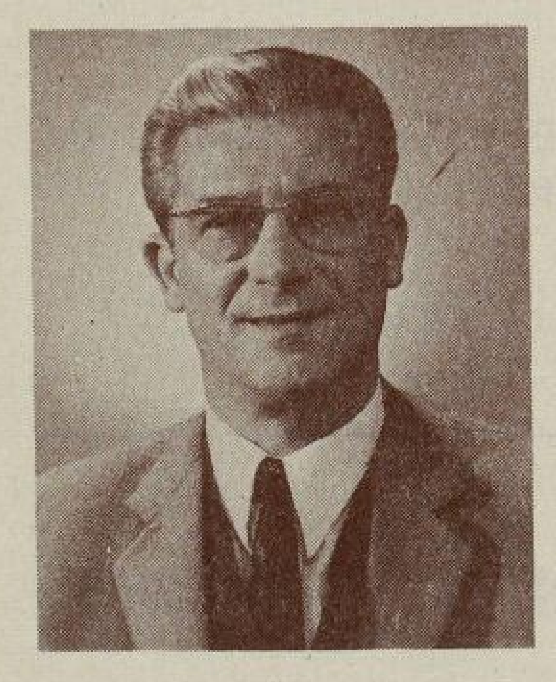
1969 : *"On ne saurait bâtir l'après-gaullisme sur la défaite du gaullisme."*



FRONT PROGRESSISTE

Comité de Parrainage

Toutes les Françaises, tous les Français qui ont soutenu l'action du Général DE GAULLE.



Lucien LE GAL

Agent de maîtrise
Ancien Responsable du Front de la Liberté Gaulliste
Délégué Régional du "FRONT PROGRESSISTE"



SUPPLÉANT

Raoul ALBERTO

Agent technique
Syndicaliste

Chers concitoyens,

Membre actif et bien souvent responsable des diverses formations gaullistes depuis 1942, je n'avais pas approuvé, en 1969, la collaboration des dirigeants de l'U. D. R. avec ceux qui, ayant voté "NON" au référendum, étaient à l'origine du départ du Général DE GAULLE. Et, le 8 février 1971, devant les alliances hors nature que nous proposaient nos élus locaux, alliances qui regroupaient les adversaires de notre idéal, j'ai donné ma démission de délégué élu pour la 2e Circonscription de Marseille au Comité Fédéral de l'U.D.R. des Bouches-du-Rhône. **C'est pourquoi aujourd'hui je me retrouve au sein du FRONT PROGRESSISTE avec les fidèles compagnons du Général DE GAULLE, Louis VALLON, Jacques DEBU-BRIDEL, Yves LE TAC et bien d'autres.**

Car si DE GAULLE n'est plus, le problème demeure.

De très nombreux Français le savent et le ressentent gravement.

La majorité peut, certes, épiloguer sur les réalisations gouvernementales. Le comble serait qu'il n'y en eût point. Il est impossible, en effet, à un gouvernement, quel qu'il soit, de ne pas subir la poussée des événements et de ne pas enregistrer, bon gré mal gré, des progrès dus à l'évolution des esprits, au perfectionnement des techniques, à la concurrence internationale, etc... **Mais, derrière la façade de l'autosatisfaction, il y a la réalité des choses :** l'Etat livré aux puissances d'argent et compromis par les scandales ; une expansion qui profite aux riches ; les travailleurs victimes de la spéculation et de la hausse des prix ; les petits commerçants abandonnés ; une fiscalité injuste qui frappe directement les classes moyennes et indirectement les classes défavorisées ; un élargissement hâtif du Marché Commun, sans approfondissement préalable comme l'exigeait le Général DE GAULLE ; l'indépendance nationale, du même coup, menacée ; **un projet de réforme régionale timide et lointain ; enfin et surtout la "participation" sacrifiée.**

Tout ceci était inévitable depuis que les tenants de l'après-gaullisme, choisissant la voie de la collaboration, ont sombré dans le conservatisme le plus étroit.

OR, LE GAULLISME C'EST UNE RÉVOLUTION.

A partir des institutions de la Ve République, cette révolution aurait dû déboucher sur une démocratie plus directe (initiative populaire du référendum, régionalisation véritable) et sur une effective participation dans l'entreprise par la voie de l'autogestion. Tout le reste découle de ces principes essentiels.

Le programme socialo-communiste, en dehors des réserves qu'il peut susciter quant aux conditions de sa réalisation, ne répond pas à ces exigences démocratiques. Il ne résout pas, en particulier, le problème fondamental de l'aliénation des salariés, ceux-ci dépendant de l'Etat-patron au lieu de dépendre du grand capital.

Il fallait que, pour les présentes élections législatives, les premières depuis 1968, les citoyens déçus aient un recours.

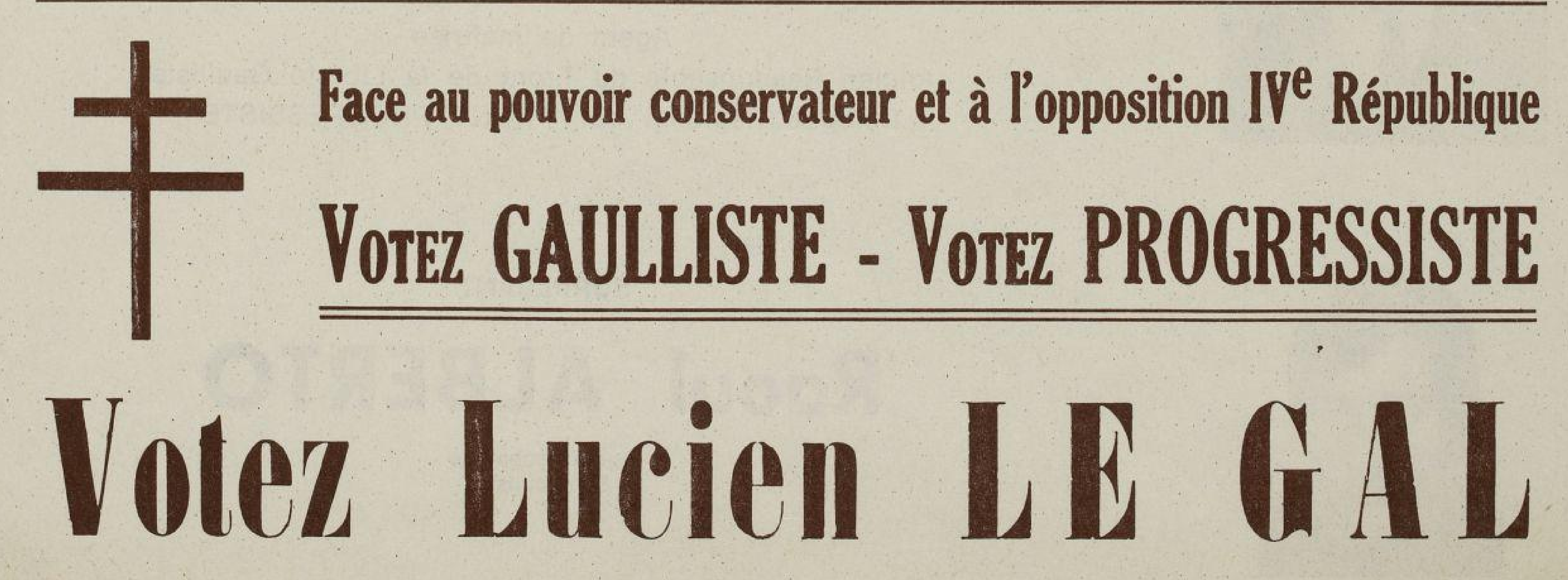
LE FRONT PROGRESSISTE EST CE RECOURS.

Son appel s'adresse à tous les gaullistes fidèles, mais aussi à ceux qui refusent les structures de la société actuelle, tout en rejetant la facilité des vieilles solutions étatiques du programme socialo-communiste ou technocratiques du pseudo mouvement réformateur.

Pour les jeunes surtout, qui sont l'avenir, il faut faire renaître l'espoir.

C'est pourquoi, comme tous les candidats du FRONT PROGRESSISTE dans l'ensemble du pays, j'appelle les électeurs et les électrices de la IIe Circonscription à manifester massivement sur mon nom leur volonté de fidélité, de stabilité et de renouveau.

Lucien LE GAL



IMP. MANIVET - MARSEILLE

Vu, le Candidat.